

L'ÉTAT FRANÇAIS EST-IL ACCRO AUX GAFAM ?

Si nos élus chantent les louanges de la French Tech, les hauts fonctionnaires, eux, préfèrent manifestement se fournir auprès de multinationales. Résultat : Windows et Google règnent sur les PC des ministères.

Récemment encore, Gotham ne faisait guère vibrer que les fans de Batman. Mais depuis qu'une firme californienne a donné à son logiciel le nom de ce fief de super-héros, la réputation de la cité imaginaire dépasse le cercle des amateurs de comics. Les algorithmes de Gotham, mis au point il y a une quinzaine d'années, analysent des téraoctets de données pour établir une cartographie de réseaux criminels et terroristes. Une légende tenace prétend même qu'ils auraient contribué à en finir avec Ben Laden.

En 2016, quelques mois après les attentats parisiens, nos espions de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) s'étaient empressés de passer un contrat pour obtenir ce cyberfouineur. Le hic, c'est que cet outil a été conçu par Palantir, une société américaine en partie financée par la CIA et cofondée par un certain Peter Thiel, fervent supporter de Donald Trump. À l'époque, nos services de contre-espionnage avaient tiqué : beaucoup redoutaient que Palantir puisse chaparder nos dossiers « top secret » pour alimenter des agences de

renseignement américaines. « Les entreprises françaises qui développent [de tels] systèmes ne sont pas encore capables de répondre à nos besoins, alors que nous devons acquérir [cette solution] immédiatement », s'était justifié Patrick Calvar, alors patron de la DGSI, devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Trois ans plus tard, les firmes de l'Hexagone ne semblent toujours pas faire l'affaire : la DGSI vient de reconduire pour trois ans le contrat qui la liait à Palantir.

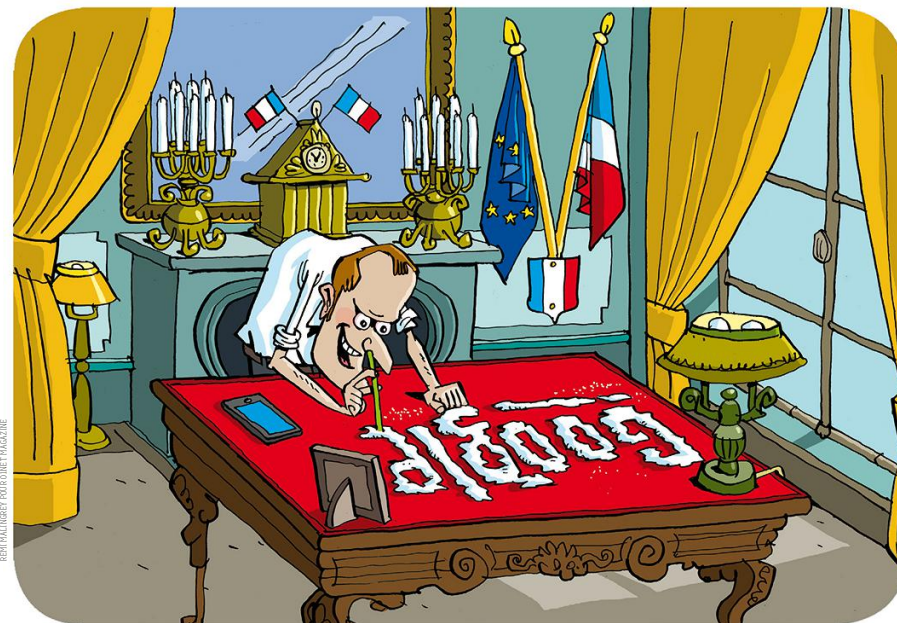
L'État serait-il schizophrène ? Côté pile, nos responsables politiques ne cessent de vanter les mérites de la French Tech. Ils dénoncent les abus des ténors américains, s'indignent de leurs pratiques fiscales et se targuent d'avoir inventé une taxe pour les contrer. Côté face, nos hauts fonctionnaires leur déroulent le tapis rouge en livrant nos administrations aux logiciels et équipements made in USA. En particulier ceux des fameux Gafam – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

Même nos opérateurs d'importance vitale n'échappent pas à leur emprise. Ces sites ultrasensibles (comme les centrales nucléaires), qui pourraient être les premières cibles de cyberattaques visant à paralyser le pays, ont ainsi toutes les

peines du monde à s'affranchir de Windows. « Ces entreprises qui sont sur une liste classée "secret-défense" restent bon gré mal gré de grandes utilisatrices des applications de Microsoft, quand bien même ces logiciels présentent de nombreuses failles de sécurité, c'est malheureusement de notoriété publique », déplore Pierre Baudracco, coprésident de l'Union des entreprises du logiciel libre et du numérique ouvert (CNLL). Un comble.

La France a bien essayé de briser sa dépendance aux Gafam. Mais les tentatives ont été des flops. Souvenez-vous de Quaero (« je cherche », en latin), ce moteur de recherche européen censé damer le pion à Google. Jacques Chirac avait présenté le projet en 2005 comme une riposte à l'hégémonie américaine. Après 35 prototypes et 200 millions d'euros investis, dont la moitié par l'État français, le moteur a calé. Définitivement. Plus récemment, Cloudwatt, la plateforme de « cloud souverain » née sous Nicolas Sarkozy pour rivaliser avec les services de stockage en ligne d'Amazon, de Google et de Microsoft a aussi été abandonnée. Après avoir englouti 75 millions d'euros d'argent public.

AVANT-GARDE EN KÉPIS. Une vraie catastrophe. Car plus le temps passe, plus les habitudes que les Gafam ont ancrées dans l'esprit du public sont tenaces. Laisant peu d'espoir aux modestes concurrents qui osent empiéter sur leurs plates-bandes. Récemment, la mairie de Paris a remplacé le moteur de recherche de Google par son rival français Qwant sur les ordinateurs de milliers de



fonctionnaires. Beaucoup d'employés sont revenus d'eux-mêmes sur le site vitrine du géant américain.

Il y a bien une exception notable : celle de la Gendarmerie nationale, qui a eu l'audace d'installer sur ses postes la suite bureautique libre et gratuite OpenOffice, avant de déployer avec succès sur tous ses PC une version du système d'exploitation Ubuntu, dérivé de Linux. Bilan ? Deux millions d'euros économisés chaque année sur les licences, révèle dans un rapport le colonel Guimard, du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure.

Mais les géants du numérique savent aussi se montrer généreux avec leurs prospects. Fin 2015, Microsoft s'était ainsi mis dans la poche le ministère de l'Éducation nationale en lui proposant de fournir gratuitement logiciels et services aux écoles du pays, un cadeau d'une valeur de 13 millions d'euros. « Il n'y a aucune générosité dans ce geste de la part d'une entreprise qui déploie des efforts

conséquents depuis des années pour pénétrer le marché de l'éducation », s'était insurgé EduNathon, un collectif d'organismes soutenant les solutions libres (dont le CNLL). « Une fois qu'un logiciel est installé, on n'en change pas, cela va pénaliser d'autres entreprises qui auraient pu travailler avec l'Éducation nationale. »

Voilà deux ans, le ministère a franchi un nouveau cap en encourageant, cette fois, les académies à adopter les outils gratuits des Gafam. Le mail expédié par le délégué au numérique éducatif invitait à utiliser des applications comme Google Classroom, un espace de travail virtuel et collaboratif, en y connectant un annuaire nominatif des élèves « afin de faciliter les usages pédagogiques ». Les craintes que l'entreprise exploite ces données à des fins publicitaires, pour du soutien scolaire par exemple, avaient provoqué un tollé. Désavoué par sa hiérarchie, le délégué a quitté l'administration l'an dernier... pour rejoindre AWS, la division cloud du groupe Amazon.

Il a l'interdiction de prospecter dans l'Éducation nationale pendant trois ans. C'est donc une pure coïncidence si les évaluations nationales des élèves de CP et de CE1 sont stockées depuis l'an dernier en Irlande sur les serveurs d'AWS...

DES VRP DE LUXE. Amazon n'est pas le premier adepte du système des « portes tournantes », qui consiste à recruter d'anciens hauts fonctionnaires pour tirer profit de leurs relations. Souvenons-nous par exemple que l'actuel dirigeant de Facebook pour la France, Laurent Solly, fut le conseiller de Nicolas Sarkozy. Ou qu'Olivier Esper, « senior manager » chargé des affaires publiques chez Google est un ancien cadre de l'autorité française de régulation des télécommunications. Quant à Marc Courraud, ex-conseiller de Claude Allègre, Ségolène Royal et Jack Lang au ministère de l'Éducation nationale, il est aujourd'hui directeur de l'innovation au sein de la division Services de Microsoft France... ■■■

■ ■ ■ Face à cette armada de lobbyistes, les sociétés françaises ne pèsent pas lourd. « Comment rivaliser avec Microsoft ? », s'interroge, fataliste, le fondateur d'un éditeur de logiciels libres. Quand le big boss Satya Nadella est reçu en grande pompe par Emmanuel Macron, ce petit patron de PME doit s'estimer heureux lorsqu'il décroche un rendez-vous dans un bureau poussiéreux du ministère de l'Intérieur. Encore les commerciaux français du géant américain y bénéficieraient-ils d'un traitement plus favorable. « Ils y défilent chaque semaine pour tenter de vendre de nouveaux contrats », poursuit l'entrepreneur. Les méthodes de la firme fondée par Bill Gates ont aussi fait leurs preuves dans d'autres administrations. En témoigne l'accord-cadre paraphé en 2009 par Hervé Morin, alors titulaire du portefeuille de la Défense, pour équiper de logiciels les ordinateurs de ses services, contre l'avis d'un groupe d'experts de l'armée. Le contrat de quatre ans, qui n'avait fait l'objet d'aucun appel d'offres, a pourtant été renouvelé en 2013 par Jean-Yves Le Drian (avec un périmètre de 200 000 postes) puis en 2017 par Florence Parly. En parfaite contradiction avec la loi Lemaire de 2016, qui visait à encourager l'utilisation de logiciels libres dans la fonction publique.

RÉSISTANCES INTERNES. Le départ, l'an dernier, du patron de la direction interministérielle chargée de piloter la stratégie informatique de l'État (la Dinsic, remplacée depuis par la Dinum), Henri Verdier, ne risque pas d'arranger les choses. « Il avait été très actif sur le front de l'open source, mais cela embêtait beaucoup les DSI des ministères, car cette remise en question des logiciels établis bouleversait leurs habitudes, susurre l'un de ses supporters. Ils ont fini par avoir sa peau. » Son successeur, Nadi Bou Hanna, ne semble pas décidé à suivre la même voie. « Il ignore



Donald Trump et Peter Thiel en décembre 2016. Partisan déclaré du président américain, le cofondateur de PayPal a aussi participé à la création de Palantir, dont le logiciel d'analyse et de visualisation de données Gotham équipe la DGSi.

superbement le socle interministériel de logiciels libres, ce catalogue censé compiler les applis open source à privilégier. Et il a déjà cassé méthodiquement la plupart des groupes de travail sur le sujet », persifle un détracteur. Tout ceci ne surprend pas vraiment Stéphane Fermigier, le coprésident du CNLL. « Macron et son gouvernement restent beaucoup plus intéressés par les grosses entreprises que par l'écosystème de l'open source, qui représente pourtant plus de 400 PME françaises, 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 50 000 emplois », déplore-t-il.

Le ministère de la Santé compte d'ailleurs lui aussi s'appuyer sur Microsoft, pour sa nouvelle plateforme Health Data Hub, qui vise à développer l'intelligence artificielle dans le secteur médical. Opérationnel depuis début décembre, ce mégafichier d'un coût global de 80 millions d'euros a pour vocation de centraliser les données des chercheurs, mais aussi des hôpitaux, des pharmacies et, à terme, du dossier médical partagé. Elles seront stockées sur des serveurs de la

multinationale. Or ceux-ci restent soumis à la législation des États-Unis, même lorsqu'ils sont – comme c'est le cas ici – situés dans l'Hexagone. Alors que le règlement général sur la protection des données est censé protéger les citoyens européens, il reste impuissant face au Cloud Act, qui peut contraindre tout fournisseur de service américain, sur demande de la justice de son pays, à communiquer les informations qu'il héberge. « La plateforme de Microsoft ne peut donc garantir la sécurité des données. C'est une menace pour le secret médical », confie à *onnet Magazine* un informaticien exerçant dans le secteur de la santé. Bien que les informations du Health Data Hub ne soient pas nominatives, il suffirait selon lui d'en croiser une douzaine pour parvenir à identifier un patient.

« Plutôt que de faire appel à Microsoft, suggère-t-il, nous devrions suivre l'exemple du Cern [l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire]. » L'an dernier, celui-ci a lancé le projet Microsoft Alternatives, qui vise à remplacer les programmes commerciaux qu'il utilise par des logiciels libres. La Chine, elle, s'est donné trois ans pour éradiquer de son administration tous les équipements informatiques provenant des États-Unis. Mais sommes-nous vraiment prêts à bouter Windows hors de France? ●

LES DONNÉES DE SANTÉ DU NOUVEAU HEALTH DATA HUB SERONT HÉBERGÉES PAR... MICROSOFT